

4 - Charges Déductibles

- Assurance Responsabilité Civile Professionnelle (RCP) :

Souscription obligatoire avec un montant minimum de couverture de 1 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par année

- Petit équipement :

Déduction immédiate en charges des matériels dont la valeur est inférieure à 500,00 € HT (matériel professionnel)

Si valeur supérieure à 500,00 € HT : immobilisation avec déduction d'amortissements annuels (smartphone, mobilier de bureau, matériel informatique ...).

- Les frais de véhicules :

Le véhicule du professionnel doit être porté à l'actif. Peut être déduits au prorata de l'usage professionnel : assurance, amortissements, frais d'entretien et réparations, le carburant, les intérêts d'emprunts, ainsi que les autres frais de déplacements professionnels : parkings, péages...

En cas de leasing/crédit-bail, le véhicule ne sera porté à l'actif qu'à la fin du contrat, si l'option d'achat est levée. Les loyers et autres charges viennent en déduction du bénéfice professionnel.

En cas d'utilisation personnelle du véhicule, une quote-part privée est à retenir.

- Frais de repas :

Repas pris seul : déductibles, pour la part supérieure à 4,95 € et inférieure à 19,10 € (pour 2021).

Exemple : repas de 10,00 € :

- Déductible : 10,00 - 4,95 = 5,05 € (TTC)
- Non déductible : 4,95 €

BOI-BIC-CHG-10-10-10 § 80

N.B. : Seuils revus chaque année

- Taxe sur les salaires :

Elle est calculée sur les rémunérations versées au cours de l'année du fait du non-assujettissement à la TVA.

Elle est calculée selon un barème progressif comportant trois tranches de rémunération :

- inférieure ou égale à 8 004 euros, le taux est de 4,25 %
- Supérieure à 8 004 euros et inférieure ou égale à 15 981 euros : 8,50 %
- Supérieure à 15 981 euros : 13,60 %

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) :

Imprimé n°1447-C à déposer avant le 31/12 de la 1ère année, puis 1447-M en cours d'activité.

L'avis d'imposition sera à récupérer sur l'espace professionnel sur le site www.impots.gouv.fr.

ET AUSSI...

- La cotisation à un syndicat professionnel (CSCA - SYCRA...),
- Le téléphone portable,
- Les fournitures administratives ...

- Cotisations sociales :

La particularité est le règlement, pour leur compte, directement par la compagnie, de cotisations Vieillesse (CAVAMAC). En fin d'année, à réception du bordereau de la compagnie, le courtier doit donc déduire ces cotisations sur sa déclaration, ET les imposer au même titre que ses commissions.

3 régimes OBLIGATOIRES (base = bénéfice) :

Début d'activité : Base Forfaitaire les deux premières années d'activité = 19 % du Plafond Annuel SS (PASS 2021 = 41 136 €)

- **Allocations Familiales : 0 %** sur les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 0 % à 3,1 % pour les revenus compris entre 110 % et 140 % du plafond SS, 3,1 % au-delà

- **CSG/CRDS : 9,7 %** (Part déductible fiscalement = 6,8 %)

- **Assurance Maladie : 6,50 %** sur les revenus supérieurs à 110 % du plafond SS, augmentation progressive du taux de 1,5 % à 6,5 % pour les revenus inférieurs à 110 % du plafond SS

→ Recouvrement par l'URSSAF

- Assurance Vieillesse

- Cot. de base (RBL) : **8,23 %** dans la limite de 1 plafond SS + **1,87 %** dans la limite de 5 PASS (205 680 €)

Forfaits 1ère et 2ème année : **789 €**

Sur demande : possible recalcul sur la base d'un revenu estimé par le professionnel, ou report de 12 mois (uniquement pour la cotisation de 1ère année), et/ou possible étalement.

- Cot. Complémentaire (RCO) : taux effectif de **8,16 %** des commissions brutes dans la limite d'un plafond de 508 783 €, dont une partie est prise en charge par la compagnie.

Sur demande (formulaire dispo en ligne) : exonération RBL et RCO si revenus à estimer inférieurs à 41 136 € (PASS 2021) pour 4 trimestres d'affiliation - ou en cas d'année incomplète : seuil au PRORATA du temps - 30 852 € pour 3 trimestres - 20 568 € pour 2 trimestres - 10 284 € pour 1 trimestre.

- Invalidité-Décès (RID) : **0,70 %** des commissions et rémunérations brutes dans la limite d'un plafond de 508 783 €

Cotisation PRAGA : taux effectif de **0,26 %** des commissions brutes dans la limite d'un plafond de 508 783 €

→ Recouvrement par la CAVAMAC

Cotisations FACULTATIVES Loi Madelin :

- Prévoyance (pensez à la mutuelle)
- Retraite
- Perte d'emploi subie

Condition : être à jour de ses cotisations obligatoires.

COURTIER EN ASSURANCE

FICHE MÉTIER

Édition Janvier 2021



☎ 02 23 300 600

✉ contact@arcolib.fr

🌐 www.arcolib.fr

Du lundi au vendredi de 8h à 18h

8 place du Colombier BP 40415
35004 RENNES Cedex

1 rue Anita Conti
56000 VANNES

« Le Cardo » 4 rue du Wattman
44700 ORVAULT (NANTES)

15 avenue Trudaine
75009 PARIS

1 - Formalités Administratives

Le courtier d'assurance est un commerçant indépendant, propriétaire de son portefeuille clients. Il les conseille dans le choix de produits d'assurance et sert d'intermédiaire entre le client et la compagnie d'assurance.

L'Agent Général d'Assurances est, quant à lui, mandataire exclusif d'une compagnie d'assurance mais peut néanmoins exercer l'activité de courtages (**BNC-SECT-10-10**).

Dès lors que les revenus de courtages sont prépondérants par rapport aux commissions, l'ensemble des revenus doit être imposé en BIC (**Art 155 CGI + BOI-BNC-SECT-10-20 § 120**). Cependant, en cas d'option Traitements & Salaires par l'agent, le rattachement est impossible. Cela implique la tenue d'une comptabilité BNC pour l'activité d'agent et une pour le régime BIC applicable aux courtages. Les charges mixtes doivent être réparties entre les deux activités selon une clé de répartition justifiable auprès de l'Administration. (**BOI-BNC-SECT-10-20 § 100**).

Le courtier en assurances doit remplir des conditions de capacité professionnelle, obtenues de différentes manières :

- . Faire un stage professionnel d'une durée de 150 heures chez un assureur, un agent général, un établissement de crédit ou dans un centre de formation,
- . Avoir travaillé 2 ans comme cadre (ou 4 ans si non-cadre) chez un courtier ou un agent général d'assurance,
- . Être titulaire d'un diplôme de niveau master (éligibilité sur www.orias.fr) ou inscrit au RNCP dans la classification NSF313 (reconnaissance du diplôme sur www.cncp.gouv.fr)

Il faudra par ailleurs :

- ouvrir un compte bancaire professionnel ;
- avoir un casier judiciaire vierge (**Art. R514-1 du Code des Assurances & R546-5 du Code Monétaire et Financier**) ;
- s'inscrire à l'ORIAS (organisme pour le registre des intermédiaires d'assurance), Coût d'inscription 2021 = 25 € ;
- souscrire une garantie financière s'il y a encaissement de fonds avec un montant minimum de couverture de 115 000 € (**Article A512-7 du Code des Assurances**) ;
- se soumettre à la réglementation et au contrôle du ministère de l'Économie et des Finances...

Formalités de création dépendant du choix du régime juridique :

- **Entreprise Individuelle** : immatriculation au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre de Commerce de l'Industrie (CCI) du lieu de l'entreprise dans un délai d'un mois suivant le début d'activité (formulaire Cerfa n° 11676*10 ou P0i), se rapprocher de l'URSSAF et du service des Impôts.
- **Société** : rédaction des statuts, avis de constitution dans un Journal d'Annonces Légales (JAL), formulaire M0 et intercalaire TNS, immatriculation auprès du CFE du Greffe du Tribunal de Commerce pour inscription au Registre du Commerce et des Sociétés, délivrance de l'extrait Kbis, se rapprocher de l'URSSAF et des Impôts.

Convention collective nationale applicable, si employeur : IDCC 2247

2 - Fiscalité

A - MICRO-BIC & RÉEL

*** CA ANNUEL < 72 600 € : Micro-BIC avec application automatique d'un abattement forfaitaire pour frais professionnels de 50 %**
Pour les entreprises nouvelles, le régime micro est applicable les deux premières années d'activité quel que soit le chiffre d'affaires de ces deux années (N-1 et N-2 = pas d'activité = 0 € de CA)



Si vos charges réelles (carburant, frais de voiture, assurances, amortissements, etc...) sont supérieures à cet abattement ce régime n'est pas intéressant.

Formulaire à compléter : 2042-C-PRO en case micro BIC (5KP) pour le montant du chiffre d'affaires annuel brut hors taxe de l'entreprise.

En cas de +/- valeurs réalisées en Micro-BIC : rubriques 5KX à 5KR



Le chiffre d'affaires de N est à ramener sur 365 jours en cas de début d'activité en cours d'année civile pour apprécier le bénéfice du régime micro-BIC en N+2.

*** CA ANNUEL > 76 200 € : Réel simplifié (option possible pour le réel normal).**

Déclarations n°2031 et 2033 (réel simplifié) seront à produire (ou n°2031 et 2050 si option au réel normal ou si CA > 247 000 €).

BOI-BIC-DECLA-10-10-20

Activités	Micro-BIC	Régime Réel Simplifié	Régime Réel Normal
Prestations de Services (PS)	Recettes N-1 ou N-2 inférieures à 72 600 €	Recettes N-1 ou N-2 entre 72 600 € et 247 000 €	Recettes N-1 ou N-2 supérieures à 247 000 €

À noter que les options fiscales retenues à l'occasion d'une création d'entreprise doivent être indiquées sur la déclaration de création d'activité de l'entreprise (formulaire P0).

Si le professionnel n'est pas sûr, il est conseillé de cocher « Micro-BIC » puis d'opter, le cas échéant, au réel.

Mais attention, l'entrepreneur au Micro-BIC qui souhaite opter à régime réel doit faire l'option au SIE par courrier avant le 1^{er} février de la 1^{ère} année au titre de laquelle il souhaite bénéficier du régime réel. Elle est reconduite tacitement... renonciation dans les mêmes conditions.

BOI-BIC-DECLA-10-30

Le régime Micro-BIC ne sera applicable que si la somme des Commissions ET des Courtages n'excède pas 72 600 euros (**BOI-BIC-CHAMP-60-10-20140428 § 380 & 400 à 430**).

Le courtier en assurance ne peut pas être imposé dans la catégorie des traitements et salaires, il relève des BIC

BOI-BIC-CHAMP-60-10 § 400 à 430

B - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Les courtiers d'assurances, pour leurs courtages (réglementés ou non) et pour les autres prestations de services qu'ils accomplissent en tant que tels dans le cadre de leur activité réglementée sont exonérés de la TVA (sans possibilité d'option). **BOI-TVA-CHAMP-30-10-60-10 N°260 à 300.**

En revanche, la location-gérance d'un cabinet de courtage en assurance ne bénéficie pas de l'exonération (**CE 6-3-2002 n° 221353 : RJF 5/02 n°492**).

Dès lors, les redevances de location sont soumises à TVA.

C - CRÉDIT D'IMPÔT FORMATION

Le crédit d'impôt pour la formation du chef d'entreprise s'applique aux dépenses de formation du dirigeant (entreprise individuelle ou société).



Le micro-entrepreneur BIC ne peut pas bénéficier du dispositif.

Le montant du crédit d'impôt est égal au nombre d'heures de formation (dans la limite de 40H/an) par le taux horaire du SMIC, soit 410 € maximum en 2021 (**BOI-BIC-RICI-10-50**).

3 - L'Organisme Agréé

En cas de déclaration n° 2031 (de plein droit ou sur option), l'Impôt sur le Revenu sera calculé sur le montant de votre Bénéfice, majoré de 20 % (en 2020), 15 % (en 2021) et 10 % (en 2022).

SAUF si vous adhérez à **ARCOLIB**, vous permettant alors de ne pas subir cette majoration.

→ **Adhésion à réaliser dans les 5 mois du début d'activité**, ou dans les 5 mois suivant la clôture de l'exercice en cas d'activité déjà existante.

ARCOLIB : cotisation 2021 = 180 € TTC (50,00 € TTC si 1^{ère} année d'activité et 30,00 € TTC si micro-BIC).

Cette cotisation est déductible du bénéfice professionnel.



Si vos recettes sont inférieures à 72 600 € et que vous déclarez SUR OPTION à un régime réel d'imposition, les frais d'ARCOLIB et de votre expert-comptable peuvent venir en réduction d'impôt pour 2/3 de leurs montants (max 915 € par an).